

**DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES**

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8446

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

23

de votants

31

L'an deux mil quinze, le vingt-cinq juin, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlene, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, HOSKIN Marie-Pierre.

Procurations : VIGNOLO Béatrice à ETORE Christophe, MARZINIAK Yannick à PEACOCK Valérie, BOSSARD Frédéric à LANCHARRO Marie-José, BENTRAD Samira à BARADEL André-Daniel, VALENTI Anaïs à BONNEAU Martine, FOISSAC Elodie à DENISE Charlene, CHARLOT-VALDIEU Catherine à HOSKIN Marie-Pierre, DAL MORO Christian à KAÇA Afrim

Absentes : MEBAKREK Yamina et SANTINI-PEBEYRE Isabelle.

Madame DENISE Charlene est désignée secrétaire de séance.

OBJET

**AVANTAGES EN NATURE 2015
TRANSPARENCE DE LA VIE
PUBLIQUE**

L'article 34 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique crée un cadre textuel général relatif aux avantages en nature en intégrant de nouvelles dispositions au sein du Code général des collectivités territoriales. A ce titre, le Conseil Municipal délibère annuellement sur l'ensemble des avantages en nature, pour en déterminer l'usage.

Les avantages en nature sont constitués par la fourniture par l'employeur à ses salariés de prestations (biens ou services) soit gratuitement, soit moyennant une participation du salarié inférieure à leur valeur réelle (article L 242-1 du Code de la sécurité sociale). Ils constituent donc des éléments de rémunération et doivent, à ce titre, donner lieu à cotisations.

La présente délibération a pour objet de déterminer, dans un unique corpus, l'ensemble des éléments mis à disposition des agents de la collectivité soit à des fins professionnelles, soit à des fins privées juridiquement considérées, à ce titre, comme des avantages en nature.

VOTES

Pour	31	
Contre		
Abstention		

1/ LES REPAS

Certains personnels bénéficient de repas servis par la collectivité compte tenu des missions qui leur sont confiées et des contraintes en résultant, soit par l'intermédiaire d'une restauration municipale, soit dans le cadre de prestataires privés lorsque cela s'impose.

Les secteurs concernés sont les suivants :

- Administratif : pour le personnel intervenant lors des scrutins électoraux et les agents participant aux actions de formation intra,
- Centre Communal d'Action Sociale : pour le personnel en charge des personnes âgées,
- Petite Enfance : pour les agents intervenant auprès des enfants,
- Vie scolaire : pour le personnel accompagnant les enfants lors du temps de restauration,

Les repas fournis aux personnels qui, de par leurs fonctions et missions, sont amenés par nécessité de service à prendre leur repas avec les personnes dont ils ont la charge éducative, sociale, psychologique ou pédagogique, dès lors que leur présence au moment des repas résulte d'une obligation professionnelle, ne sont pas considérés comme avantages en nature.

A cette occasion, il est rappelé qu'en application de la délibération n° 7846 du 22 juin 2012, les agents nourris sur leur lieu de travail ne sont pas éligibles à l'attribution de titres restaurant.

.../...

Il est précisé que les repas remboursés dans le cadre de déplacements professionnels ne constituent pas des avantages en nature.

2/ LOGEMENTS

L'encadrement juridique des attributions de logements de fonction résulte de l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990. Les décrets n° 2012-752 du 9 mai 2012 et n° 2013- 651 du 19 juillet 2013 réforment le régime applicable aux concessions de logement.

Ces nouvelles dispositions sont applicables aux concessions de logement prononcées depuis le 11 mai 2012. Les concessions en cours doivent être mises en conformité avec la nouvelle réglementation au plus tard le 1^{er} septembre 2015.

- Concessions pour nécessité absolue de service

Conformément à l'article R.2124-65 du Code général de la propriété des personnes publiques, « une concession de logement peut être accordée par nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. » Cette concession comporte la gratuité du logement nu (R.2124-67 du CG3P).

L'attribution d'un logement par nécessité absolue de service est compatible avec les IHTS, l'IAT et la PFR, le coefficient maximum de la part fonctions de cette dernière étant toutefois réduit de moitié (coefficient 3 à la place de 6). En revanche, l'attribution de ce logement n'est cumulable ni avec les IFTS, ni avec une indemnité d'astreinte ou de permanence.

Le bénéficiaire du logement «supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe, déterminées conformément à la législation relative aux loyers des locaux à usage d'habitation, ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux ».

Il convient de noter que dans la liste des charges locatives précisées par le décret n°87-712 du 26 Août 1987 figurent l'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage.

L'agent bénéficiaire doit obligatoirement souscrire une assurance contre les risques dont il doit répondre en qualité d'occupant.

L'arrêté du 22 janvier 2013 précise le nombre de pièces auquel peut prétendre le bénéficiaire de la concession de logement par nécessité absolue de service selon sa situation familiale.

Les limites sont les suivantes :

Nombre de personnes occupantes	Nombre de pièces
1 ou 2	3
3	4
4-5	5
6-7	6
Au-delà de 7	Une pièce supplémentaire par personne à charge

Enfin, cet arrêté fixe la limite de superficie du logement à 80 m²/bénéficiaire, cette surface étant augmentée de 20 m² par personne à charge du bénéficiaire au sens des articles 196,196 A bis et 196 B du Code général des impôts (CGI).

Ces concessions sont accordées à titre précaire et révocable. Leur durée est limitée à celle pendant laquelle les intéressés occupent effectivement les emplois qui les justifient et elles prennent fin, en toute hypothèse, en cas de changement d'utilisation ou d'aliénation de l'immeuble. Elles ne peuvent être renouvelées que dans les mêmes formes et conditions.

Lorsque les titres d'occupation viennent à expiration, pour quelque motif que ce soit, l'agent est tenu de libérer les lieux sans délai sous peine de se voir appliquer les sanctions prévues à l'article R.2124-74 du CG3P.

Conformément à la loi n°1067du 28 novembre 1990 et notamment son article 21, le Directeur Général des Services occupant un emploi fonctionnel peut bénéficier de la mise à disposition d'un logement de fonction. Le futur collaborateur pourra éventuellement choisir la mise à disposition d'un logement dans le cadre de l'occupation précaire avec astreinte.

- Convention d'occupation précaire avec astreinte

La réforme applicable aux logements de fonction substitue la convention d'occupation précaire avec astreinte au logement de fonction pour utilité de service. Cette convention donne obligatoirement lieu au paiement d'une redevance, à la charge de son bénéficiaire, égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Les autres charges pesant sur le bénéficiaire restent identiques à celles applicables au logement concédé pour nécessité absolue de service.

L'attribution de cette convention est compatible avec le versement d'IHTS, d'IAT, des IFTS ou de la PFR.

Conformément à l'article 34 de la loi du 11 octobre 2013, il est proposé au Conseil d'arrêter la liste nominative des bénéficiaires des logements concédés pour nécessité absolue de service et d'autoriser la l'attribution d'un logement attaché à l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services soit pour nécessité absolue de service soit par convention d'occupation précaire avec astreinte.

.../...

NOM et Prénom	Direction	Emploi	Localisation du logement	Consistance	Type
MARCQ Bruno	Direction des Services Techniques et du Cadre de Vie	Gardien	461 chemin de la Verrière Centre Technique Municipal 06560 VALBONNE	F3 – 70 m ²	Gratuit
GIOAN Serge	Direction Enfance, Jeunesse, Sports, Politique de la Ville et Vie Associative	Gardien	Promenade des Bouillides Garbejaire 06560 VALBONNE	F3 – 65 m ²	Gratuit
MANDREA Eric	Direction des Services Techniques et du Cadre de Vie	Gardien	2555 route de Biot 06560 VALBONNE	F4 – 84 m ²	Gratuit
RIVALLAND David	Direction des Services Techniques et du Cadre de Vie	Gardien	Peijean 1382 route de Biot 06560 VALBONNE	F3 – 79 m ²	Gratuit

3/ VEHICULES

- Véhicules de service

La collectivité dispose de véhicules de service utilisés par son personnel dans le cadre de l'exercice de ses missions. Ceux-ci sont affectés aux agents en raison des fonctions exercées et des nécessités de déplacements liées au service.

Les règles d'utilisation de ces véhicules ont été adoptées par délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2012 et inscrites dans le protocole d'accord avec le personnel de la Commune.

Dans le cadre de leurs missions, certains agents peuvent être exceptionnellement autorisés par la hiérarchie à remiser le véhicule à leur domicile. Cette autorisation, délivrée pour une durée limitée doit faire l'objet d'un document écrit portant la signature du supérieur hiérarchique.

Dans le cas du remisage à domicile, l'usage privatif du véhicule est strictement interdit.

En cas d'absence (congrés, etc...), le véhicule doit rester à la disposition du service d'affectation.

L'utilisation des véhicules de service pendant le temps de travail et l'autorisation de remisage à domicile ne constituent pas un avantage en nature.

- Véhicule de fonction

Dans les conditions prévues par la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée, certains emplois de direction peuvent ouvrir droit au bénéfice d'un véhicule de fonction qui constitue un avantage en nature.

Conformément à l'article 79 II de la loi relative au renforcement et à la simplification intercommunale (loi 99-586 du 12/07/99) et à l'article 21 de la loi relative à la fonction publique territoriale (loi 90-1067 du 28/11/90 modifiée par la loi n° 2007-209 du 19/02/2007), l'attribution d'un véhicule de fonction pourra être effectuée par arrêté du maire.

L'utilisation privée d'un véhicule mis à disposition d'un agent de façon permanente constitue un avantage en nature qui est donc soumis à cotisations sociales et imposition sur le revenu. La valorisation de cet avantage en nature est réalisée sur la base forfaitaire déterminée par l'URSSAF.

4/ OUTILS ISSUS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

On entend par outils issus des nouvelles technologies de l'information et de la communication essentiellement les biens tels qu'ordinateurs, progiciels, logiciels, modem d'accès à un télécopieur, à l'ordinateur de l'entreprise ou à internet, téléphones mobiles.

Conformément à l'article L.2121-13-1 du Code général des collectivités territoriales le Conseil Municipal a par délibération du 26 juin 2014, approuvé la mise à disposition d'un matériel informatique à chaque conseiller municipal afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences. Ce matériel permet un accès dématérialisé aux informations relatives au fonctionnement de l'Assemblée. Celui-ci ne constitue donc pas un avantage en nature.

Une flotte de téléphones mobiles et d'ordinateurs portables existe. Ces outils mis à disposition par la collectivité auprès du personnel sont destinés à un usage professionnel et leur utilisation par les bénéficiaires découle d'obligations et de sujétions professionnelles. Ils ne relèvent pas des avantages en nature.

.../...

5/ LA FOURNITURE DE VETEMENTS DE TRAVAIL

Le remboursement de l'employeur ou la fourniture gratuite aux agents de vêtements qui répondent aux critères de vêtement de protection individuelle au sens de l'article R.233-1 du Code du travail ou a des vêtements de coupe ou de couleur fixées par la collectivité, spécifiques à une profession et qui répondent à un objectif de salubrité, ne relèvent pas des avantages en nature.

Ce rapport a été soumis pour information aux membres du Comité Technique, lors de la séance du 11 juin 2015.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** l'attribution gratuite de repas lorsque les nécessités de services et les contraintes correspondantes obligent les agents à rester sur leur lieu de travail ;
- **AUTORISE** l'attribution des logements de fonction et signer les arrêtés de concession correspondant dans le cadre ci-dessus défini ;
- **AUTORISE** l'attribution de véhicules de fonctions et signer les arrêtés correspondants dans le cadre ci-dessus défini ;
- **PREND ACTE** de la liste nominative des agents bénéficiant actuellement d'un logement de fonction.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 29 juin 2015 et que la convocation du Conseil a été faite le 19 juin 2015. La présente délibération a été affichée le 6 juillet 2015 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 6 juillet 2015

Le Sénateur-Maire,